

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 11 avril 1908.

N. 22.

Samstag, 11. April 1908.

Arrêté du 8 avril 1908, concernant l'organisation d'un service phylloxérique.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu l'art. 7 de la loi du 12 mai 1905, concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra;

Arrête :

Art. 1^{er}. Il est institué pour la surveillance officielle des plants de vignes :

- 1^o un service phylloxérique permanent, et
- 2^o un service temporaire.

I. — *Service phylloxérique permanent.*

Art. 2. Le service phylloxérique permanent comprend les organes suivants :

- 1^o les surveillants locaux,
- 2^o les experts cantonaux, et
- 3^o le commissaire de surveillance pour la viticulture.

Art. 3. Le vignoble du Grand-Duché sera divisé en circonscriptions de surveillance par le Directeur général du service afférent.

Chacune de ces circonscriptions est placée sous la surveillance d'un surveillant local.

Art. 4. Les surveillants locaux sont nommés et révoqués par le Directeur général du service afférent.

Leurs attributions seront plus amplement déterminées par une instruction ministérielle.

Ils sont placés sous l'autorité des experts cantonaux et sont obligés de suivre les instructions

Beschluß vom 8. April 1908, die Einsetzung eines Neblausdienstes betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Art. 7 des Gesetzes vom 12. Mai 1905, über die Abwehr und Unterdrückung der Neblauskrankheit;

Beschließt :

Art. 1. Zur amtlichen Beaufsichtigung der Nebpflanzungen wird

- 1^o ein ständiger,
- 2^o ein zeitiger Neblausdienst eingerichtet.

I Ständiger Neblausdienst.

Art. 2. Der ständige Neblausdienst begreift folgende Organe :

- 1^o die Lokalbeobachter ;
- 2^o die Kantonnalsachverständigen ;
- 3^o den Weinbauaufsichtskommissar.

Art. 3. Das Weingelände des Großherzogthums wird durch den zuständigen Generaldirektor in engere Aufsichtsbezirke eingetheilt.

Jeder Aufsichtsbezirk wird einem Lokalbeobachter unterstellt.

Art. 4. Die Lokalbeobachter werden durch den zuständigen Generaldirektor ernannt und entlassen.

Ihre Befugnisse werden des näheren durch ministerielle Anweisung bestimmt.

Dieselben unterstehen den Kantonnalsachverständigen und sind verpflichtet, den Anträgen der Leb-

de ces derniers, de même que celles qui leur seraient données directement par le commissaire de surveillance pour la viticulture.

Art. 5. Il sera délivré au surveillant local par le commissaire de surveillance pour la viticulture un pouvoir l'autorisant à pénétrer dans les vignobles de sa circonscription, même contre le gré du propriétaire. Ce pouvoir doit être exhibé au propriétaire qui l'exige.

Les surveillants locaux ne pourront, toutefois, pénétrer dans les serres ni dans les jardins attenants à une habitation et compris dans la même enceinte clôturée, que pendant le jour et seulement sous l'assistance du juge de paix ou du bourgmestre.

Les noms des surveillants locaux seront publiés annuellement par la voie du *Mémorial* et en outre affichés dans les communes intéressées.

Art. 6. Le surveillant local reçoit du chef du temps voué aux investigations une indemnité de 5 fr. par jour. Ne seront toutefois prises en considération que les seules investigations faites à la suite d'une instruction ou d'un ordre émanant soit du Directeur général du service afférent, soit du commissaire de surveillance pour la viticulture, soit d'un expert cantonal.

Art. 7. Les vignobles de chacun des cantons de Grevenmacher, Remich et Echternach sont placés sous la surveillance d'un expert cantonal. Les cantons voisins, dont les territoires viticoles sont de moindre étendue, pourront être placés par le commissaire de surveillance pour la viticulture sous la surveillance de l'un des trois experts cantonaux.

Art. 8. Les experts cantonaux sont nommés et révoqués par le Directeur général du service afférent.

Ils sont placés sous l'autorité du Commissaire de surveillance pour la viticulture, dont ils doivent suivre scrupuleusement les instructions.

Leurs attributions seront plus amplement déterminées par instruction ministérielle. — L'art. 5 du présent arrêté leur est applicable dans toute sa teneur.

teren sowie den ihnen von dem Weinbauaufsichtskommissar unmittelbar erteilten Anweisungen Folge zu leisten.

Art. 5. Dem Lokalbeobachter wird von dem Weinbauaufsichtskommissar eine Vollmacht erteilt, die ihn zum Betreten der Weinberge seines Bezirks, auch ohne die Einwilligung der Eigentümer ermächtigt. Diese Vollmacht muß auf Verlangen dem Eigentümer vorgezeigt werden.

Das Betreten der Treibhäuser sowie der an ein Wohnhaus stoßenden und in derselben Einfriedigung belegenen Gartenanlagen ist den Lokalbeobachtern, jedoch nur während der Tageszeit und im Beisein des Friedensrichters oder Bürgermeisters gestattet.

Die Namen der Lokalbeobachter werden jährlich im „Memorial“ veröffentlicht und außerdem in den betreffenden Gemeinden durch Anschlag bekannt gemacht.

Art. 6 Der Lokalbeobachter erhält für die auf die Besichtigungen verwendete Zeit eine Vergütung von 5 Franken an Tagelohnern; hierbei kommen jedoch nur die infolge einer Anweisung oder eines Auftrages seitens des zuständigen Generaldirektors, des Weinbauaufsichtskommissars oder des Kantonsfachverständigen stattgehabten Besichtigungen in Betracht.

Art. 7 Das Weingelände der Kantone Grevenmacher, Remich und Echternach wird je einem Kantonsfachverständigen unterstellt. Die anliegenden Kantone, deren Weingebiet weniger erheblich ist, können durch den Weinbauaufsichtskommissar einem der drei Sachverständigen zugewiesen werden.

Art 8 Die Kantonsfachverständigen werden von dem zuständigen Generaldirektor auf Widerruf ernannt.

Sie unterstehen dem Weinbauaufsichtskommissar und haben dessen Anweisungen genau zu entsprechen.

Ihre Befugnisse werden des näheren durch ministerielle Anweisung bestimmt. Art. 5 dieses Beschlusses ist in seiner Gesamtfassung auf sie anwendbar.

Art. 9. Les fonctions d'expert cantonal ne sont pas rémunérées. Toutefois, il aura droit à une somme de 8 fr. par journée, sans autres frais de séjour, et aux frais de route d'un conducteur agricole auxiliaire, ces derniers, conformément aux arrêtés g.-d. des 3 mai 1869 et 29 décembre 1900.

Art. 10. La surveillance générale du vignoble du Grand-Duché est confiée au commissaire de surveillance pour la viticulture.

Il est nommé et révoqué par le Directeur général du service afférent qui désignera également un suppléant devant remplacer le titulaire en cas d'empêchement.

Art. 11. Le commissaire de surveillance pour la viticulture a pour mission de diriger et de surveiller l'exécution de toutes les mesures prises dans l'intérêt de la lutte contre le phylloxéra, de contrôler la manière dont les personnes employées au service de la lutte contre le phylloxéra s'acquittent de leurs fonctions, ainsi que de provoquer toutes les mesures exigées par les circonstances.

Il adressera annuellement au Directeur général du service afférent un rapport sur les travaux effectués pendant l'année écoulée et les résultats qu'ils ont donnés.

Art. 12. Les fonctions du commissaire de surveillance pour la viticulture sont gratuites; il touchera toutefois les mêmes frais de route et indemnité de séjour que le commissaire de district, conformément à la loi du 17 mai 1874, art. 4.

II. — Service phylloxérique temporaire.

Art. 13. Pendant la saison la plus favorable aux investigations, le commissaire de surveillance pour la viticulture formera des équipes volantes qui examineront avec toutes les mesures de précaution voulues, une partie des plantations de vignes du pays.

Ces équipes seront composées d'un nombre de personnes approprié aux circonstances et dirigées par des experts.

Art. 9. Das Amt eines Kantonalfachverständigen ist unentgeltlich. Doch hat derselbe Recht auf eine Summe von 8 Franken per Tag, ohne andere Tagegelder, und auf die Reisekosten eines Hilfs-Ackerbaukondukteurs, und zwar nach Maßgabe der Großh. Beschlüsse vom 3. Mai 1869 und 29. Dezember 1900.

Art. 10. Die allgemeine Aufsicht über das Weingelände des Großherzogtums gehört dem Weinbauaufsichtskommissar.

Der Weinbauaufsichtskommissar sowie dessen Stellvertreter werden von dem zuständigen Generaldirektor auf Widerruf ernannt.

Art. 11. Dem Weinbauaufsichtskommissar liegt es ob, alle Maßnahmen zur Bekämpfung der Reblaus zu leiten und zu beaufsichtigen, die Tätigkeit der bei der Reblausbekämpfung beschäftigten Personen zu überwachen, sowie die je nach Lage der Verhältnisse erforderlichen Maßregeln anzuregen.

Der Weinbauaufsichtskommissar hat dem zuständigen Generaldirektor jährlich einen Bericht über die im verfloffenen Jahre vorgenommenen Arbeiten und deren Ergebnisse zu erstatten.

Art. 12. Die Tätigkeit des Weinbauaufsichtskommissars ist ehrenamtlich. Er hat jedoch Anspruch auf dieselben Reisekosten und Tagegelder wie der Distriktskommissar, gemäß Gesetz vom 17. Mai 1874, Art. 4.

II. Zeitiger Reblausdienst.

Art. 13. Während der für die Beobachtung günstigen Jahreszeit bildet der Weinbauaufsichtskommissar fliegende Kolonnen, die unter Beachtung aller passenden Vorsichtsmaßregeln, einen Teil der Reblausplantagen des Landes zu untersuchen haben.

Diese Kolonnen bestehen aus einer entsprechenden Anzahl Personen und werden von Sachverständigen geleitet.

Le commissaire de surveillance pour la viticulture établira annuellement pour ces équipes volantes un plan de travail à approuver par le Directeur général du service afférent.

Art. 14. La haute surveillance et la haute direction des travaux des équipes volantes appartiennent au commissaire de surveillance pour la viticulture.

Il devra être informé immédiatement par le chef d'équipe :

- 1° de toute modification au plan de travail qui deviendrait nécessaire à la suite de circonstances particulières pendant la campagne ;
- 2° de toute absence de l'expert attribué à l'équipe ;
- 3° de la fin des investigations dans une commune.

Art. 15. L'indemnité des experts sera fixée par le Directeur général du service afférent.

Art. 16. Une circulaire ministérielle déterminera plus amplement le mode de travail des équipes et les devoirs des différentes personnes dont elles se composent.

Le chef d'équipe devra toujours être porteur du pouvoir visé à l'art. 5 ci-dessus.

Luxembourg, le 8 avril 1908.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Für die fliegenden Kolonnen stellt der Weinbauaufsichtskommissar jährlich einen der Genehmigung des zuständigen Generaldirektors zu unterbreitenden Arbeitsplan auf.

Art. 14. Die Oberaufsicht und Oberleitung der Tätigkeit der fliegenden Kolonnen gehört dem Weinbauaufsichtskommissar.

Der Kolonnenführer hat dem Weinbauaufsichtskommissar sofort Mitteilung zu machen, wenn :

- 1° während der Arbeiten eintretende Umstände ein Abweichen von dem Arbeitsplan notwendig machen,
- 2° der der Kolonne zugeordnete Sachverständige nicht mitarbeitet,
- 3° die Arbeit in einer Gemeinde beendet ist.

Art. 15. Die Entschädigung der Sachverständigen wird durch den zuständigen Generaldirektor festgesetzt.

Art. 16. Ein ministerielles Mundschreiben bestimmt das Nähere die Einrichtungen der Kolonnen sowie die Dienstobliegenheiten der Personen, aus welchen sie bestehen.

Der Kolonnenführer hat die unter Art. 5 erwähnte Vollmacht stets bei sich zu führen.

Luxemburg, den 8. April 1908.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Anweisung zur Ausführung des Ministerialbeschlusses vom 8. April, 1908, betreffend die Einsetzung eines Neblanddienstes

A. Ständiger Neblanddienst.

1. Allgemeine Bestimmungen.

Das Weingelände der weinbautreibenden Gemeinden des Großherzogtums wird in engere Aufsichtszirke eingeteilt. Diese Bezirke sollen in der Regel nicht mehr als 50 Hektar umfassen. Die diesbezüglichen Vorschläge haben der Distriktskommissar von Grevenmacher und der ständige Ausschuss der Weinbaukommission in kürzester Zeit der Zentralverwaltung einzusenden.

Die Ernennung der Kantonsachverständigen und der Lokalbeobachter hat der Distriktskommissar von Grevenmacher bei der Zentralbehörde zu beantragen; hierbei soll er nach Möglichkeit nur solche Bewerber berücksichtigen, die mit Erfolg einen staatlichen Neblandkursus des In- oder Auslandes befolgt, oder bei den Begehungen, Untersuchungen und Bekämpfungsarbeiten die für

den Neblandsdienst nötigen Kenntnisse erworben haben. Durch die Annahme ihrer Ernennung verpflichten sich die Bewerber das ihnen übertragene Amt gewissenhaft auszuüben und zwar solange bis ihnen der Entlassungsbeschluss des Generaldirektors zu Händen gelangt ist, auch in dem Falle, wenn sie ihre Entlassung selbst beantragt haben.

Während der Pegehungen müssen sowohl die Kantonalfachverständigen, wie die Lokalbeobachter stets die ihnen durch den Weinbauaufsichtskommissar gemäß Art. 5 des Beschlusses vom heutigen Tage auszustellende Vollmacht (Anlage A und A¹) bei sich führen und dieselbe auf Verlangen vorzeigen. Bei ihrer Entlassung haben sie diese Vollmacht an den Weinbauaufsichtskommissar wieder abzuliefern.

2. Die Lokalbeobachter.

Den Lokalbeobachtern liegt es ob:

1) in den ihnen zugewiesenen Bezirken — sowohl in den Weinbergen, wie auch in Gärten und Handlungsgärtnereien, wo sich Neben befinden — die Wachstums- und Gesundheitsverhältnisse der Rebe sorgfältig zu überwachen und namentlich auf alle Krankheitserscheinungen der Rebe ihre Aufmerksamkeit zu richten;

2) den Neupflanzungen ihre Aufmerksamkeit zu widmen und darüber zu wachen, dass nicht gegen das bestehende Verbot bewurzelte oder unbewurzelte, einheimische oder irgendetwelche ausländische Neben aus einem fremden Weinbaubezirk oder gar aus reblausverdächtigen Gegenden in die Gemarkung eingeführt werden.

Zu diesem Zwecke hat der Lokalbeobachter nicht nur dauernd bei Gelegenheit seiner privaten Geschäftswege den ihm zugewiesenen Bezirk zu beobachten, sondern noch besonders zweimal jährlich, und zwar, insofern seitens des Weinbauaufsichtskommissars nicht anderweitige Anordnungen getroffen werden, einmal im Frühjahre, nach Beendigung der allgemeinen Pflanzzeit und das zweite Mal im Sommer, zwischen dem 15. Juli und 1. September, einer genauen Besichtigung zu unterziehen.

a) Bei den Frühjahrsbegängen hat der Lokalbeobachter hauptsächlich und insbesondere die im Laufe des Winters und Frühjahrs in seinem Bezirke ausgeführten Neuanlagen zu beobachten, sowohl zusammenhängende Jungfelder, wie auch Einzelpflanzungen in den Weinbergen und in den Gärten, an den Häusern und vorkommenden Falls in den Treibhäusern. An der Hand der später zu erwähnenden Nummernverzeichnisse für Neupflanzungen ist festzustellen, ob die vorhandenen Neupflanzungen vorschriftsmässig angemeldet worden sind; im Falle des Vorfindens nicht angemeldeter Neupflanzungen hat der Lokalbeobachter die Pflicht, bei Ortspolizeibehörde (Bürgermeister, oder Polizeikommissar) sofort Anzeige zu erstatten und die Ermittlung der Herkunft der angepflanzten Neben zu beantragen. Auch ist dem Kantonalfachverständigen von dem Vorkommnis Meldung zu machen.

b) Die Begänge im Sommer, während der Zeit vom 15. Juli bis zum 1. September, sind dergestalt vorzunehmen, dass der Lokalbeobachter jede verdächtige Erscheinung an einem oder mehreren Weinstöcken zu bemerken im Stande ist, die sich aus einer Abweichung von der normalen Beschaffenheit der Neben in derselben Weinbergslage ergibt, oder die, insofern es sich um Haus- oder Gartenreben handelt, dem gesunden Wüchse in Gartenböden nicht entspricht. Die Besichtigung der Weinstöcke hat sich ausschliesslich auf die äusserlich wahrnehmbare Beschaffenheit zu erstrecken; jedwedes Angraben der Weinstöcke zum Zwecke der Besichtigung oder Untersuchung der Wurzeln ist dem Lokalbeobachter strengstens untersagt.

c) Außerdem ist der Lokalbeobachter verpflichtet, von Allem, was sonst bezüglich des Verdächtiges der Reblauskrankheit innerhalb des ihm zugewiesenen Aufsichtsgebietes zu seiner Kenntnis gelangt, namentlich auch, falls es sich um geschwidrige Einführung von Reben aus fremden Weinbaubezirken handelt, unverzüglich der Ortspolizeibehörde und dem Weinbauaufsichtskommissar Anzeige zu erstatten.

Gehen dem Lokalbeobachter aus privater Quelle Anzeigen über wahrgenommene verdächtige Erscheinungen zu, oder hat er selbst derartige Betrachtungen gemacht, so hat er den Sachverhalt unverzüglich an Ort und Stelle zu prüfen und dabei sein Augenmerk nicht nur auf solche Umstände zu richten, die unmittelbar das Vorhandensein der Reblaus befürchten lassen, sondern auch auf alle übrigen Anzeichen, die eine ungewöhnliche Beschaffenheit der Reben bekunden. Von dem Befunde hat der Lokalbeobachter dem Weinbauaufsichtskommissar unter Darlegung der mutmaßlichen Ursachen der verdächtigen Erscheinungen unverzüglich Anzeige zu erstatten, damit alsdann seitens des letzteren ungesäumt eine eingehende Untersuchung veranlaßt werden kann.

Der Lokalbeobachter hat über sämtliche in dem ihm zugewiesenen Bezirk vorkommende Neupflanzungen von Reben — bewurzelt oder unbewurzelt — gleichviel ob in zusammenhängenden Jungfeldern oder in einzelnen Weinstöcken zur Ausbesserung von Lücken in älteren Pflanzungen oder in Gärten, an Häusern, in Treibhäusern usw., Buch zu führen in Form einer Nachweisung nach der angelegenen Anlage B.

Zum Zwecke der laufenden Eintragungen in diese Nachweisung hat der Lokalbeobachter mindestens monatlich von dem zuständigen Kantonalfachverständigen eine Abschrift der daselbst eingelaufenen, seinen Bezirk betreffenden „Anmeldungen“ von Neupflanzungen einzufordern, damit er am Schlusse der Rebenpflanzzeit in der Lage ist, gelegentlich des vorzunehmenden Frühjahrsbeganges die in den Weinbergen und Gärten seines Bezirkes vorgefundenen Neuanlagen mit den Eintragungen seiner Nachweisung zu vergleichen und auf diese Weise etwa vorgekommene nicht vorschriftsmäßig angemeldete Neupflanzungen festzustellen und pflichtgemäß zur Anzeige zu bringen.

Bis spätestens zum 1. November jeden Jahres hat der Lokalbeobachter die Nachweisung über die Neupflanzungen an den Kantonalfachverständigen einzureichen.

Der Lokalbeobachter hat über seine Tätigkeit sorgfältige Eintragungen in das nach der angelegenen Anlage C anzulegende „Revisionsbuch“ zu machen. Diese Eintragungen sind spätestens an dem auf die Beobachtung folgenden Tage vorzunehmen.

Das Revisionsbuch ist dem Weinbauaufsichtskommissar, sowie dem zuständigen Kantonalfachverständigen jederzeit auf Verlangen vorzulegen.

Ohne weitere Aufforderung ist dasselbe nach Vornahme sämtlicher Besichtigungen, spätestens bis zum 1. November jeden Jahres, dem zuständigen Kantonalfachverständigen einzureichen.

Es wird dem Lokalbeobachter zur besonderen Pflicht gemacht, die Eintragungen in das Revisionsbuch sorgfältig und sachgemäß vorzunehmen.

Die Lokalbeobachter haben den ihnen von dem Weinbauaufsichtskommissar erteilten Weisungen Folge zu leisten, also namentlich über bestimmte Fragen Auskunft zu erteilen und Aufträge, die sich auf die Besichtigung besonderer Weinberge beziehen, auszuführen.

Als zu vergütende Verrichtungen des Lokalbeobachters sind nur die vorstehend vorgeschriebenen Frühjahrs- und Herbstbegänge und solche Begänge anzusehen, die infolge dienstlicher Auforderung zur Begleitung der Kantonalfachverständigen, der fliegenden Kolonnen oder infolge anderer besonderer Anordnung ausgeführt werden. Die Aufstellung seiner Vergütung hat der Lokalbeobachter mit dem Revisionsbuche an den zuständigen Kantonalfachverständigen einzureichen.

3. Die Kantonalfachverständigen.

Der Kantonalfachverständige hat allen von dem Weinbauaufsichtskommissar an ihn ergebenden Ersuchen in Neblausangelegenheiten zu entsprechen, auf Verlangen Gutachten abzugeben und Nebpflanzungen, Neben, Rebteile usw. zu untersuchen.

Ihm liegt insbesondere ob:

- 1) die Tätigkeit der Lokalbeobachter zu überwachen und den ihm zugewiesenen Bezirk während der für die Beobachtung günstigen Jahreszeit zu begeben;
- 2) Mitteilungen über verdächtige Erscheinungen ohne Bezug auf ihre Wichtigkeit zu prüfen und Wahrnehmungen, die den Verdacht einer Neblausverfälschung erwecken oder auf Verletzung einer zum Schutz gegen die Neblaus erlassenen Vorschrift oder Anordnung schließen lassen, sofort dem Weinbauaufsichtskommissar anzuzeigen;
- 3) besondere Aufmerksamkeit über den Befolg der Vorschriften über Neuanlagen und Nachpflanzungen, den Verkehr mit Neben und anderen Pflanzen und den Anbau amerikanischer Reben zu richten;
- 4) über die Begehung und Besichtigung der Nebpflanzungen ist ein „Nebschaubuch“ nach Anlage D zu führen;
- 5) für jeden Aufsichtsbezirk ein Verzeichnis der Nebschulen, in denen Neben zum Verkauf gezogen werden, und der Nebpflanzungen in Handelsgärtnereien nach Anlage E anzulegen und in Stand zu halten;
- 6) eine Abschrift dieses Verzeichnisses dem Weinbauaufsichtskommissar alljährlich bis zum 1. Dezember vorzulegen;
- 7) die unter Nr. 5 genannten Anlagen jährlich mindestens einmal zu untersuchen.

Ausnahmen von der Vorschrift jährlicher Untersuchungen sollen in der Regel nur für solche kleinere Nebschulen zugelassen werden, die lediglich dem örtlichen Bedarfe dienen.

Die Begehungen der Kantonalfachverständigen haben in der Zeit vom 15. August bis Ende September stattzufinden, nachdem die Lokalbeobachter die ihrigen beendet haben. Sie werden bei ihren Begehungen von dem je zuständigen Lokalbeobachter begleitet. Sie kontrollieren dabei des letzteren Tätigkeit auch an Hand des von demselben ihnen vorzulegenden Revisionsbuches, lassen sich über die gemeldeten schlechten Stellen nähere Auskunft erteilen usw. Der Kantonalfachverständige legt dann nach Beendigung seiner Begehungen die Revisionsbücher der Lokalbeobachter dem Weinbauaufsichtskommissar vor.

Bei der Untersuchung von Nebschulen ist eine Anzahl von Neben zu entwurzeln.

Wurzeluntersuchungen soll der Kantonalfachverständige unbeschadet vorstehender Bestimmung in der Regel nur auf Anordnung des Weinbauaufsichtskommissars vornehmen, es sei denn, daß ihm bei seiner Anwesenheit in einer Gemeinde Tatsachen zur Kenntnis kommen, die eine sofortige Untersuchung notwendig oder wünschenswert machen. In diesem Falle hat die Untersuchung in Gegenwart des Lokalbeobachters zu erfolgen.

Kommen durch Berichte der Ortspolizeibehörden, der Lokalbeobachter oder auf andere Weise Tatsachen zur Kenntnis des Weinbauaufsichtskommissars, die den Verdacht einer Verfälschung oder der Verletzung einer zum Schutz gegen die Neblaus erlassenen Vorschrift erwecken, so hat dem Kantonalfachverständigen alsbald Gelegenheit zu geben, sich darüber zu äußern.

Vor Ausführung der Untersuchung einer reblausverdächtigen Pflanzung ist der Verfügungsberechtigte oder dessen Stellvertreter hiervon zu benachrichtigen. Sind dieselben nicht aufzufinden, so ist der Beistand der Ortspolizeibehörde in Anspruch zu nehmen.

Eine vollständige Entwurzelung der zu untersuchenden Weinstöcke wird in den meisten Fällen nicht nötig sein, es wird vielmehr die einfache Blosslegung und Untersuchung von Seitenwurzeln genügen. Jedenfalls hat eine vollständige Entwurzelung nur ausnahmsweise und nur dann zu erfolgen, wenn eine genügende Feststellung des Sachverhaltes auf andere Weise nicht zu erlangen ist.

Wird ein entwurzelter Nebstoc für gesund befunden, oder sind andere Schäden nicht zu vermuthen gewesen, so ist betreffs der dem Eigentümer zu bewilligenden Entschädigung gemäß den unter dem Kapitel: „Zeitiger Nebstansdienst“ vermerkten Anweisungen zu verfahren.

Wird von dem Kantonsfachverständigen die Nebstans an einem Ort entdeckt, so ist dem Weinbauaufsichtskommissar unter genauer Zeichnung des verseuchten Grundstücks, erforderlichen Falls auf telegraphischem Wege, hiervon Anzeige zu erstatten.

Unabhängig von den Anordnungen der Ortspolizeibehörde hat der Kantonsfachverständige sofort alle diejenigen Anordnungen zu treffen, welche die Gefahr der Verschleppung des Rufettes oder einer weiteren Ausbreitung der Seuche zu beseitigen geeignet sind.

In diesem Zwecke sind die bei der Untersuchung bloßgelegten oder abgetrennten Wurzeln wieder mit Erde zu bedecken und ist der Boden mit zwanzigprozentiger Kresolseifenlösung zu überbrausen, in einem Umfange, in welchem es die vorläufigen Sicherheitsmaßregeln erfordern.

Die infizierte Stelle und deren nächste Umgebung von mindestens 2 10 Meter ist durch die Umziehung von Draht oder in anderer geeigneter Weise abzusperren.

Weiter ist dafür zu sorgen, daß die gebrauchten Geräte und das Schuhwerk sämtlicher Personen, die das Grundstück betreten haben, mit Kresolseifenlösung desinfiziert werden.

Endlich ist die Ortspolizeibehörde um Aufstellung einer das Betreten des Seucheherdes und die Entnahme von Neben oder Nebteilen u. s. w. aus demselben untersagenden Warnungstafel zu ersuchen.

Der Seucheherd ist bis auf weiteres durch einen zu bestellenden zuverlässigen Wächter zu bewachen.

Ueber den Befund der Untersuchung und über die den mutmaßlichen Ursprung der Verseuchung betreffenden Umstände, sowie über die vorläufig getroffenen Maßregeln hat der Kantonsfachverständige dem Aufsichtskommissar unverzüglich und eingehend zu berichten und die weiter zu treffenden Maßregeln in Vorschlag zu bringen.

B. Zeitiger Nebstansdienst.

Zur Ergänzung der Tätigkeit des nach Art. 2 bestellten Aufsichtspersonals hat der Aufsichtskommissar während der die Beobachtung günstigen Jahreszeit Personen, die zu Wurzeluntersuchungen befähigt sind, in entsprechender Anzahl unter Führung von in diesen Arbeiten erfahrenen Sachverständigen zu Kolonnen zu vereinigen. Diese haben, unbeschadet der in der Umgebung von Seucheherden gebotenen besonderen Maßregeln, alle dem Weinbau dienenden Nebstplantagen unter Wornahme einer entsprechenden Zahl von Wurzeluntersuchungen in regelmäßiger Wiederkehr zu begeben so, daß jede Nebstplantage nach längstens 2 Jahren wieder an die Reihe kommt. In gefährdeten Gegenden ist die Zeitfolge dieser engeren Untersuchungen nach Bedarf zu verkürzen, während sie für Nebstplantagen, die vereinzelt außerhalb eines geschlossenen Weinbaugebietes liegen, verlängert werden kann.

Dies ferneren werden Begehungskolonnen gebildet, die unter Beachtung aller passenden Vorsichtsmaßregeln jährlich einen Teil der Nebstplantagen des Landes zu begeben haben. Diese Begehungsabteilung besteht aus einem Leiter und einer entsprechenden Anzahl von Sachverständigen und Arbeitern.

Die Sachverständigen, sowohl für die engeren Untersuchungen wie für die Begehungen werden im Auftrag des zuständigen Generaldirektors durch den Weinbauaufsichtskommissar, unter Vorbehalt jederzeitigen Widerrufes, zu den Arbeiten herangezogen. Dieselben verpflichten sich, im Falle der Kündigung durch Unterfertigung der abgebogenen Erklärung (Anlage F) eine vierzehntägige Kündigungsfrist einzuhalten.

Die Arbeiten geschehen unter Leitung des Weinbauaufsichtskommissars. Die Ausführung derselben erfolgt durch Kolonnen von je 2—6 Sachverständigen, die einem hierzu bestimmten Sachverständigen, dem sogenannten Kolonnenführer unterstellt sind, und denen eine entsprechende Anzahl Arbeiter beigegeben wird. Der Kolonnenführer erhält von dem Weinbauaufsichtskommissar eine Vollmacht (Anlage G), die ihn zur Vornahme der ihm übertragenen Untersuchungen und sonstigen Arbeiten — auch gegen den Willen der Weinbergsvorfügungsberechtigten — ermächtigt.

Den Sachverständigen wird die gewissenhafte Ausführung der ihnen übertragenen dienstlichen Verrichtungen zur Pflicht gemacht. Der Führer hat den Anordnungen des Weinbauaufsichtskommissars, das Kolonnenmitglied denjenigen des Führers unbedingt Folge zu leisten.

Jedem Führer wird durch den Weinbauaufsichtskommissar ein bestimmt abgegrenztes Arbeitsfeld zugewiesen, über das hinaus derselbe seine Tätigkeit nicht auszudehnen befugt ist, es sei denn, daß ihn zwingende Gründe hierzu veranlassen, wovon der Weinbauaufsichtskommissar sofort in Kenntnis zu setzen ist. Für die Arbeiten sollen nur solche Arbeiter eingestellt werden, die mit den Weinbauarbeiten vertraut sind, und so weit als tunlich, sollen dieselben aus den Orten des betreffenden Arbeitsfeldes entnommen werden.

Der Kolonnenführer hat für ein rechtzeitiges Engagement der für die Untersuchungen benötigten Arbeiter Sorge zu tragen, und zwar, sofern er mit den Ortsverhältnissen nicht bekannt ist, unter Inanspruchnahme und unter Mitwirkung des Bürgermeisters.

Anfang und Ende der Arbeiten in einer Gemarkung soll dem Bürgermeister vom Führer angezeigt werden. Beschränken sich die Arbeiten auf einzelne Gemarkungsteile, so ist dies in der Anzeige anzugeben.

Ein angenommener Arbeiter soll ohne triftigen Grund, der tunlichst dem Weinbauaufsichtskommissar vorher mitzuteilen ist, nicht entlassen werden.

Der Führer hat nicht das Recht, ein Kolonnenmitglied zu entlassen.

Nach Beendigung des Tagewerkes sollen die Sachverständigen und die Arbeiter, vor dem Verlassen des Arbeitsfeldes, Schuhwerk und Geräte gründlich reinigen und für den Nachhinaufweg nur Straßen und Fuhrwege benutzen, soweit ein teilweises Durchkreuzen von Weinpflanzungen nicht durchaus unerlässlich ist.

Nach Schluß der Weinberge ist der Führer dafür verantwortlich, daß die Arbeiter, solange sie sich im geschlossenen Weinbergsgelände befinden, sich stets unter Aufsicht befinden. Dies gilt ganz besonders für den Gang zur Arbeitsstelle und für die Heimkehr.

In reblausverdächtigen Gemarkungen, insbesondere in der Nähe von Reblausherden, sind vor jedem Heimwege — mittags und abends — auch von jedem Uebergange von einem Arbeitsfeld in ein anderes, Schuh- und Handwerkszeug mittelst Kresolwasser zu desinfizieren, zu welchem Zwecke die Abteilung während ihrer Tätigkeit in einem reblausverdächtigen Arbeitsfelde stets Kresolwasser nebst Schuh- und Kleiderbürste mit sich zu führen hat.

Ohne triftigen Grund ist es dem Führer nicht gestattet, seine Kolonne zu verlassen.

Das Untersuchen der Weinstöcke ist mit möglicher Schonung der Pflanzungen auszuführen, dabei ist jedoch darauf zu halten, daß unbedingt von jedem zu untersuchenden Stocke Wurzeln aus den verschiedenen Bodenschichten, in der Regel je eine oder mehrere Wurzeln aus der obersten Tiefe, bei zweifelhaftem Ergebnis auch aus den untersten Bodenschichten, zur Untersuchung gelangen. Wenn besondere Umstände auf ein Vorhandensein der Neblaus schließen lassen, obgleich das Insekt an den untersuchten Wurzeln nicht gefunden wurde, so ist der Untersuchende unter Zustimmung des Führers berechtigt, einen oder mehrere Stöcke gänzlich herauszunehmen behufs eingehender Untersuchung sämtlicher am Stocke vorhandenen Wurzeln. Findet sich auch dann die Neblaus nicht vor, so hat der Führer mit dem Verfügungsberechtigten eine Vereinbarung zu treffen über den Wert des oder der zu entschädigenden gesunden Stöcke. Wenn eine Einigung nicht erzielt werden kann, so ist dem Weinbauaufsichtskommissar Anzeige zu erstatten behufs Herbeiführung der Abschätzung des Schadens gemäß Großh. Beschluß vom 6. Januar 1908. Die Vereinbarung oder Abschätzung unterliegt in jedem einzelnen Falle der Genehmigung des zuständigen General-Direktors.

Der Besichtigung bez. Untersuchung der geschlossenen Gärten und Hausstöcke hat in jedem Falle eine Anmeldung bei dem Besitzer oder Verfügungsberechtigten voranzugehen. Im Falle der Weigerung des Letzteren ist nach Art. 2 des Gesetzes vom 12. Mai 1905 zu verfahren.

Der Arbeiter darf die an der abgeschnittenen Wurzel haftende Erde nicht abklopfen.

Die Begehung der Weinpflanzungen hat in der Weise zu erfolgen, daß die Sachverständigen in Begleitung der ihnen zugewiesenen Arbeiter in nicht zu engen und nicht zu weiten Abständen von einander aufmerksam durch das Weingelände schreiten, dergestalt, daß dem Auge die Beschaffenheit jedes Stockes bemerkbar ist und keine anormale oder Krankheitserscheinung entgeht, daß aber andererseits durch allzu geringe Abstände keine unnütze Zeitverschwendung eintritt.

Sobald sich krankhafte oder in der Entwicklung zurückgebliebene Stöcke vorfinden, oder wenn fremde, in der Gegend nicht übliche, insbesondere amerikanische Nebenarten bemerkt werden, so sind diese Stöcke, soweit erforderlich auch deren nächste Umgebung, auf ein Vorhandensein der Neblaus zu untersuchen. Diese Untersuchung ist, wenn die Ursache der Krankheit zweifelhaft erscheint, auch auf die nächstebenen gesund scheinenden Stöcke auszudehnen. Sind auch dann die Zweifel nicht gehoben, so hat der Führer die verdächtige Stelle, unter Angabe der örtlichen Lage und des Besitzers der Parzelle, dem Weinbauaufsichtskommissar zu melden.

Im Falle des Vorfindens von ohne ersichtlichen Grund ausgehauchten Weinbergspartellen oder Parzellenteilen, namentlich jüngerer Pflanzungen, sind die leeren Flächen auf ein Vorhandensein von Stockauschlägen zu untersuchen; diese und, soweit es angezeigt erscheint, die nächste Umgebung, sind auf Neblaus zu untersuchen.

Wenn sich bei einer Untersuchung die Gewißheit einer Neblausinfektion ergibt, so hat, falls der Aufsichtskommissar oder dessen Delegierter nicht anwesend ist, der Abteilungsleiter sofort alle diejenigen Anordnungen zu treffen, welche die Gefahr der Verschleppung des Insektes zu beseitigen geeignet sind und des näheren unter den Dienstbefugnissen der Kantonsfachverständigen verzeichnet sind.

Zu den Begehungen sollen regelmäßig die Lokalbeobachter in Neblausangelegenheiten gezogen werden, und zwar soll jeder Lokalbeobachter die Begehungskolonnen innerhalb der Grenzen seines Aufenthaltsbezirktes begleiten und dem Kolonnenführer diejenigen Weinpflanzungen bezeichnen, die ihm während seiner Tätigkeit als Lokalbeobachter als „verdächtig“ aufgefallen sind. Der Führer soll es sich angelegen sein lassen, die Lokalbeobachter über die Neblaus-

krankheit, sowie über sonstige gelegentlich der Begehungen beobachteten Nebenkrankheiten aufzuklären und zu belehren.

Während der Begehungen hat der Führer sein Augenmerk auf ein etwaiges Vorhandensein von verbotswidriger Weinbergsdriesche zu richten, im Falle des Vorfindens sind Name und Wohnort des Besitzers und genaue Ortslage der betreffenden Parzellen festzustellen, zu vermerken und dem Bürgermeister anzumelden; auch ist dem Weinbauaufsichtskommissar am Schluß der Arbeiten ein Verzeichnis sämtlich vorgefundener Weinbergsdriesche vorzulegen. Auch auf sonstige Verstöße gegen die zum Schutze gegen die Neblaus erlassenen Vorschriften ist zu achten und vorkommenden Falls dem Weinbauaufsichtskommissar Anzeige zu erstatten.

Die Begehungen haben sich auf sämtliche Weinpflanzungen des der Abteilung zugewiesenen Arbeitsfeldes zu erstrecken, und zwar einschließlich der Gärten und Hausstöcke.

Im Falle der Auffindung eines Neblausherdes hat der Weinbauaufsichtskommissar sowohl die durch die jeweilige örtliche Lage bedingten Schutzmaßregeln, als auch die Vernichtungsarbeiten zu bestimmen.

Der jährliche Arbeitsplan, den der Weinbauaufsichtskommissar dem zuständigen Generaldirektor zur Genehmigung zu unterbreiten hat, soll die Begehung durch fliegende Kolonnen jedes einzelnen Weinberges nach längstens acht Jahren wieder vorsehen.

Luxemburg, den 8. April 1908.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Anlage A.

Vollmacht.

Herr in
ist auf Grund des Art. 4 (8) des Ministerialbeschlusses vom 1908, zum Lokalbeobachter für den Aufsichtsbezirk Nr. , Gemeinde ernannt worden, und befugt, in Erfüllung seiner Aufgabe jederzeit die in Betracht kommenden Grundstücke zu betreten und dort die erforderlichen Arbeiten vorzunehmen.

Grevenmacher, den 19

Der Weinbauaufsichtskommissar,
.....

Anlage A¹.

Vollmacht.

Herr in
ist auf Grund des Art. 8 des Ministerialbeschlusses vom 1908 zum Kantonalfachverständigen für Neblausangelegenheiten für den Kanton Aufsichtsbezirke Nr. bis Nr. ernannt worden und befugt in Erfüllung seiner Aufgabe jederzeit mit seinen Gehülfen die in Betracht kommenden Grundstücke zu betreten und dort die erforderlichen Arbeiten vorzunehmen

Grevenmacher, den 19

Der Weinbauaufsichtskommissar,
.....

Anlage B.

____ Aufsichtsbezirk Nr.

Nachweisung

des Lokalbeobachters.
über die vorgekommenen Neupflanzungen von Weinreben im Jahre.

Laufende Nr.	Namen und Wohnort des Besizers.	Rebenorte.	Etüdzahl.	Ort der Neupflanzung.	Herkunft der Reben.	Bemerkungen.

Anlage C.

____ Aufsichtsbezirk Nr.

Revisionsbuch

für den
Lokalbeobachter.

Laufende Nr.	Angabe der besichtigten Pflanzung.	Datum der Besichtigung.	Bemerkungen.

Anlage D.

Reisehandbuch

des Kantonalfachverständigen
für den Kanton. Aufsichtsbezirke Nr. bis Nr.

Datum der Besichtigung.	Zeitaufwand.		Gemeinde.	Ort genannt.	Angabe ob die Revisionsbücher der Lokalbeobachter richtig geführt sind.	Bemerkungen. Krankheitserscheinungen und Notizen über den Besuch fremder Reben sind hier einzutragen.
	Abreise	Rückkehr.				

Anlage E.

Kanton

Verzeichnis

der Nebeschulen, in denen Neben zum Verkauf gezogen werden, sowie der Nebpflanzungen in Handlungsgärtnereien.
Aufgestellt zu, den 19
Der Kantonalfachverständige,

Bfd. Nr.	Gemeinde.	Art der Anlage.	Fläche qm.	Besitzer.	Tag	Art	Ergebnis	Bemerkungen.
					der Untersuchung.			

Anlage F.

Erklärung.

Ich verpflichte mich hierdurch, im Falle meiner Zuziehung zu den Nebblausbekämpfungsarbeiten im Großherzogtum Luxemburg, die einmal übernommene Arbeit nicht zu jedem beliebigen Zeitpunkte, sondern erst nach Ablauf einer vierzehntägigen Kündigungsfrist niederzulegen und von dieser Kündigung nur aus zureichenden Gründen Gebrauch zu machen.

Ort, Datum

Unterschrift:

Anlage G.

Vollmacht

Herr in
ist auf Grund des Art. 14 des Ministerialbeschlusses vom 1908 zum Sachverständigenkolonnenführer bezeichnet worden und befugt, in Erfüllung seiner Aufgabe jederzeit mit seiner aus Mann bestehenden Kolonne die in Betracht kommenden Grundstücke zu betreten und die erforderlichen Arbeiten dort vorzunehmen.

Gewenmacher, den 19

Der Weinbauaufsichtskommissar,

Avis. — Administration communale.

Par arrêté grand ducal du 8 avril et., M. Emile Souvignier, industriel à Bissen, a été nommé bourgmestre de la commune de Bissen, en remplacement de M. Jean Souvignier, décédé.

Luxembourg, le 11 avril 1908.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Beauftragung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 8. d. Mts. ist Hr. Emil Souvignier, Industriel zu Bissen, zum Bürgermeister der Gemeinde Bissen, an Stelle des verstorbenen Hrn. Johann Souvignier ernannt worden.

Luxemburg, den 11. April 1908.

Der General-Direktor des Innern,
G. Kirpach.

Markt- und Ladenpreise — Monat Februar 1908

Bezeichnung m ^{ter} Lebensmittel u. dgl.	Maß oder Gewicht	Ladenpreise											Zus.
		Dietrich.	Schierach.	Esch a. d. Alzette.	Grevenmacher.	Luxemburg.	Merich.	Wedingen.	Wemich.	Willingen.	Winden.	Zus.	
Weizen . . .	100 Kg.	26,40	28,00	26,00	26,00	25,00	28,00	25,00	28,00	—	27,50	27,50	
Mischelfracht . . .	"	24,84	26,00	24,50	24,00	23,00	25,00	23,00	26,00	—	25,00	25,50	
Roggen . . .	"	23,10	24,00	24,00	22,00	22,00	24,00	21,00	—	32,00	22,50	23,00	
Gerste . . .	"	23,00	25,00	22,00	20,00	20,00	22,50	20,00	—	20,00	21,00	20,50	
Hafer . . .	"	19,73	21,00	22,00	22,00	21,00	23,50	22,50	21,00	23,00	22,50	22,00	
Hardetorn. . .	"	20,00	16,50	—	—	24,00	—	18,00	—	22,00	20,00	20,00	
Erbsen . . .	"	25,00	22,00	20,00	22,00	32,00	30,00	19,50	26,00	13,00	24,00	27,00	
Bohnen . . .	"	35,00	30,00	20,00	20,00	32,00	30,00	19,00	24,00	13,00	—	—	
Linsen . . .	"	35,00	40,00	50,00	50,00	48,00	37,50	28,00	30,00	38,00	33,00	—	
Kartoffeln. . .	"	7,00	7,00	9,00	9,00	8,00	8,00	6,50	7,50	10,00	7,50	6,00	
Weizenmehl . . .	per Kg.	0,50	0,50	0,55	0,50	0,51	0,50	0,55	0,50	0,55	0,50	0,50	
Roggenmehl . . .	"	0,40	0,40	0,45	0,38	0,32	0,30	0,30	—	0,45	0,45	0,38	
Mischelmehl . . .	"	0,45	0,45	0,45	0,40	0,41	0,40	0,40	0,40	—	0,47	0,47	
Ochsenfleisch . . .	"	1,90	1,80	1,85	1,70	2,10	1,85	1,50	—	2,20	1,70	1,87	
Rind- od. Minderfl. . .	"	1,90	1,60	1,75	1,70	1,90	1,80	1,65	1,75	2,00	1,55	1,87	
Schweinefl. frisch . . .	"	1,80	1,80	2,00	1,80	2,00	1,90	1,60	2,00	2,00	1,60	1,75	
" geräuchert . . .	"	2,50	2,50	2,50	2,20	2,50	3,00	2,20	2,50	2,50	2,20	2,50	
Kalb- od. Lammfleisch . . .	"	1,75	2,00	2,10	1,80	1,93	2,10	1,70	2,00	2,00	1,60	2,20	
Hammerfleisch . . .	"	2,30	2,00	2,10	—	2,02	2,40	1,80	2,20	2,20	2,20	2,00	
Butter. . .	"	2,95	2,56	3,43	2,51	2,93	2,92	2,77	2,87	2,90	2,80	2,55	
Eier . . .	p Dhd	1,00	1,12	1,34	1,20	1,27	1,00	1,22	1,21	1,25	1,00	1,11	
Stroh . . .	500 Kg	30,00	22,50	25,00	30,00	32,78	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	
Heu . . .	"	40,00	32,50	40,00	45,00	43,33	35,00	40,00	30,00	30,00	36,00	37,50	
Klee . . .	"	35,00	—	42,00	—	43,33	30,00	30,00	34,00	30,00	32,00	37,50	
Buchenholz . . .	p. Stere.	17,50	17,00	15,00	14,00	15,00	15,00	12,00	16,00	10,00	12,50	12,50	
Eichenholz . . .	"	8,50	9,00	8,50	7,50	10,00	9,00	8,00	12,00	8,00	8,50	7,00	
Weißholz . . .	"	6,00	—	7,50	—	—	—	6,00	—	—	—	5,50	

Avis — Assurance-maladie

Par arrêté du soussigné en date de ce jour les modifications apportées par l'assemblée générale du 31 mars 1908 aux art. 5 I et 29 des statuts de la caisse de maladie de la société *Le Gallais Metz & Cie pour ses hauts fourneaux à Esch s/A.*, ont été approuvées.

Art. 5, I. ist abgeändert wie folgt:

Vom Beginne der Krankheit ab freie ärztliche Behandlung, freie Arznei sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Heilmittel.

Zu diesem Zwecke hat der Kassenvorstand mit den Aerzten, Apothekern, und wenn taunlich, mit Krankenkäufern, schriftliche Verträge abzuschliessen, und zwar in doppelter Ausfertigung und höchstens auf die Dauer von fünf Jahren. Diese Verträge sind vom Medicinalkollegium zu begutachten.

Art. 29, Absatz 2, erhält folgende Fassung:

Ordentliche Generalversammlungen finden statt:

1° im Dezember jeden Jahres zur Vornahme der Wahl des Revisions-Ausschusses und eventuell der teilweisen Neuwahlen für den Vorstand,

2° im April jeden Jahres zur Beschlussfassung über die Abnahme der Jahres-Rechnung.

Luxembourg, le 9 avril 1908.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die an den Art. 5 I und 29 des Statuts der Krankenkasse der Gesellschaft *Le Gallais Metz u. Co.* für ihre Hochöfen zu Esch a. d. Alz. durch die Generalversammlung vom 31. März 1908 vorgenommenen Änderungen genehmigt worden.

Luxembourg, den 9. April 1908.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Avis. — Règlement communal

Dans ses séances des 24 octobre 1907, 14 novembre 1907 et 6 février 1908, le conseil communal de Hollerich a introduit certaines modifications au règlement en vigueur dans cette commune concernant l'ouverture des rues par des particuliers et la police des bâtiments. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 9 avril 1908.

*Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.*

Bekanntmachung. — Gemeindereglement.

Zu seinen Sitzungen vom 24. Oktober 1907, 14. November 1907 und 6. Februar 1908, hat der Gemeinderat von Hollerich gewisse Änderungen an dem für diese Gemeinde bestehenden Reglemente über die Anlage von Straßen durch Private und die Baupolizei, vorgenommen. — Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxembourg, den 9. April 1908.

Der General-Direktor des Innern,
H. Kirpach.

Avis. — Titres au porteur.

Il résulte d'un exploit de l'huissier Weitzel de Luxembourg en date du 3 avril et., qu'il a été fait opposition au coupon de 1906-1907 des actions nos 4247, 4872, 3335, 4367 et 4971, de la société en commandite des forges d'Eich établie à Eich sous la raison sociale de *Le Gallais-Metz et Compagnie*, chacune d'une valeur nominale de 1000 fr.

L'opposant prétend que les coupons dont s'agit ont été détruits ou égarés.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte des titres au porteur.

Luxembourg, le 11 avril 1908.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

